

Je disais qu'il y a trois choses que je voudrais mentionner en faveur de cet important principe de l'universalité, qui est maintenant ancré dans les traditions canadiennes. Tout d'abord, sa nature même réunit les gens au lieu de les séparer. La société est déjà excessivement divisée, par le revenu et les disparités régionales. Cela accroît les tensions plutôt que de susciter la collaboration. Le partage est un programme commun assuré non pas par le gouvernement mais bien par chacun d'entre nous par l'intermédiaire de l'instrument qu'est le gouvernement. C'est une façon extrêmement importante de donner à notre société le sens de la collectivité.

Cette question comporte deux aspects négatifs dont je voudrais parler. J'exhorte le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à y réfléchir sérieusement avant de présenter un projet de loi tendant à modifier le principe de l'universalité. Si l'on veut que les programmes sociaux continuent à soutenir principalement les pauvres, il faut également que les Canadiens à revenu moyen en soient des participants et des bénéficiaires.

Pour maintenir des programmes sociaux destinés aux pauvres, il faut, dans une société dirigée selon les vœux de la majorité, que cette majorité en profite elle aussi d'une certaine façon. C'est absolument indispensable. Si la majorité commence à croire qu'elle est mise au rancart, qu'elle est tenue à l'écart, elle n'accordera plus le soutien solide donné à ces programmes depuis des décennies.

Je ne peux trop insister là-dessus. Si nous commençons à priver de ces prestations les Canadiens à revenu moyen, nous commençons à saper des programmes indispensables aux pauvres. Soit dit en passant, nous ne présumons pas que la majorité des gens soit égoïste. Nous présumons seulement que, dans toute la société, la majorité des citoyens n'est pas altruiste mais qu'elle n'est pas encline naturellement à être charitable. Il importe de le comprendre. Tout le monde, hommes et femmes, est bien disposé à faire sa part, à contribuer constamment au bien commun à condition qu'ils ou elles retirent certains avantages de ces programmes.

Le troisième point que je veux signaler se rapporte à ceci. Si nous remettons en question la portée universelle de ces programmes, c'est le début du cloisonnement de notre société. Nous aurions deux classes de citoyens, les bénéficiaires et les bailleurs de fonds. Comme tous les députés, j'en suis certain, je déplore que certains de nos concitoyens parlent en termes péjoratifs des prestataires de l'aide sociale. C'est une attitude bien malheureuse à l'égard de nombreuses gens qui touchent du bien-être, même si nous savons fort bien que 99 p. 100 de ceux qui en ont strictement besoin, souhaitent aussi vivement pouvoir s'en passer.

Si nous commençons à couper les vivres aux Canadiens à revenu moyen, de plus en plus de Canadiens se sentiront comme faisant partie de classes à part. Prenons le cas de deux travailleurs ordinaires, l'un dont le revenu est peut-être un peu plus élevé que l'autre; l'un d'eux bénéficiera des programmes sociaux, mais pas l'autre. Inévitablement, ceux qui feront les frais du programme mais n'en retireront aucun avantage—pas

les riches, juste les classes moyennes—éprouveront une certaine rancune à l'égard de ceux qui en bénéficieront.

Le ministre doit savoir qu'il existe déjà suffisamment de tensions dans la société. Nous ne voulons pas la cloisonner davantage. Nous voudrions plutôt resserrer les liens collectifs, favoriser davantage la collaboration. Voilà pourquoi ces programmes doivent demeurer universels.

Je voudrais maintenant terminer sur une note un peu plus partisane. Cette semaine, au cours des débats, le premier ministre et en fait, certains ministres, ont eu recours à un type d'argumentation complètement fallacieuse. Ils ont dit que si quelqu'un s'opposait aux projets du gouvernement, c'est qu'il ne voulait pas aider les pauvres. D'après eux, le gouvernement viserait exclusivement à aider davantage les nécessiteux.

Le premier ministre n'a pas de leçon à donner à ses vis-à-vis, surtout pas aux députés de mon parti qui, depuis toujours, ont lutté pour les pauvres en réclamant une meilleure répartition des revenus. Au départ, le gouvernement cherche à accroître ses rentrées fiscales. Bien sûr que nous avons besoin de ressources si nous voulons aider les pensionnés, les pauvres, les chômeurs qui ont épuisé leurs prestations, sans compter les handicapés qui ont besoin d'être aidés par ceux qui le peuvent. Mais il existe une autre option. Il est inutile de supprimer les programmes sociaux mis en œuvre pour les générations précédentes grâce à la collaboration de tous les partis. Nous n'avons pas besoin d'anéantir tous ces acquis de l'histoire moderne de notre pays. Nous pouvons voir si certains membres de notre société peuvent payer plus d'impôt sur le revenu.

Deux options s'offrent à nous. Nous pouvons augmenter les recettes en détruisant le principe de l'universalité et en le réservant exclusivement aux pauvres. Je me suis déjà élevé contre cette solution. Bon nombre de Canadiens et de Canadiennes ont beaucoup d'argent, beaucoup plus qu'ils ne devraient en avoir si notre régime fiscal était plus juste.

Si le ministre veut augmenter les recettes, qu'il envisage de modifier le régime fiscal adopté en 1981 par le ministre libéral de l'époque, M. MacEachen. Ce dernier a réduit le taux d'imposition marginal des riches, comme le ministre le sait très bien. Cette initiative a entraîné un manque à gagner de recettes de 1.7 milliard pour le trésor fédéral. Si le ministre veut augmenter les recettes, je puis lui dire où trouver 1.7 milliard. Il suffit de rétablir le taux d'imposition qui s'appliquait aux riches et qui devrait s'y appliquer de nouveau.

Deuxièmement, le premier ministre a déclaré, avec le charme auquel il nous a habitués au cours du débat, et parlant d'un impôt minimum, que les riches devraient payer de bonne grâce. Pour moi, ce n'est pas une question à traiter avec désinvolture. Tous les autres Canadiens, hommes et femmes, agriculteurs, ouvriers de l'automobile ou chauffeurs de taxi, travaillent fort et paient beaucoup d'impôts. Je trouve scandaleux que des milliers de personnes gagnant plus de \$50,000 par an ne paient toujours pas d'impôt parce que notre système fiscal est truffé d'échappatoires.